

Confédération estudiantine et scolaire d'Afrique : Siriman Niaré élu à l'unanimité

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 04 SEPTEMBRE 2023

1418

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali et Niger

L'ONU s'alarme de la situation alimentaire!



Agriculture : Le ministre Lassine Dembélé rassure les agriculteurs !



Au Niger : Manifestants réclamant le départ des soldats français



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

P.11



P.14



P.15



UNE

Mali et Niger : L'ONU s'alarme de la situation alimentaire !

P.5

BREVES

Comité syndical UNTM de l'INPS : Oumar Djibril Diakité dit Jean aux commandes
Retrait de la Minusma : Bamako assure qu'il n'y aura pas un prolongement au-delà du 31 décembre
Afrique : Le printemps des coups d'état militaires ?
Mali : Cent dix-neuf mille personnes séropositives détectées par le HCNSL

P.10

P.10

P.11

P.11

ACTUALITES

Agriculture : Le ministre Lassine Dembélé rassure les agriculteurs !
Confédération estudiantine et scolaire d'Afrique : Siriman Niaré élu à l'unanimité

P.13

P.14

POLITIQUE

Contribution : L'ordre constitutionnel paranormal
Décryptage : Les régimes transitoires en quête de reconnaissance

P.15

P.16

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Saison des pluies : Bamako se vide de ses travailleurs valides

P.18

INTERNATIONAL

Au Niger : Manifestants réclamant le départ des soldats français
Visite d'État du président béninois - Journaliste béninois : Le modèle de coopération chinoise repose sur un accompagnement technique et financier qui s'est avéré fructueux sur le continent
Contribution : Le sommet des BRICS ouvre de nouvelles perspectives pour la coopération Chine-Afrique

P.19

P.21

P.22

SPORT

Hommage à Domingo : Le Mali pleure la perte de son légendaire sportif, Salif Keita

P.24

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Moini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

COMMUNIQUE

Afin d'éviter des perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'ils doivent déposer leurs pièces justificatives d'existence dans les lieux habituels de paiement au plus tard le jeudi 30 novembre 2023.

Pour les retraités :

- * Certificat de vie,
- * Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- * Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,
- * Attestation de non-imposition pour ceux qui gagnent 300 000 FCFA et plus.

Pour les conjoints survivants :

- * Certificat de vie,
- * Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- * Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,
- * Certificat de non-remariage.

Pour les rentiers :

- * Certificat de vie,
- * Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

LE 28 AOÛT 2023

LA DIRECTION GENERALE

CENTRE D'APPEL

• 36 123

CONTACT :

• 20 22 59 17

WEB

dre@inps.ml

tweeter: INPS_Mali



raison du coup d'État militaire qui a renversé le président Mohamed Bazoum le 26 juillet dernier. Au Mali voisin, "la combinaison d'un long conflit armé, de déplacements internes et de restrictions à l'accès humanitaire risque de pousser près d'un million d'enfants de moins de 5 ans vers une malnutrition grave d'ici décembre 2023, avec au moins 200 000 menacés de mourir de faim si une aide cruciale ne leur est pas apportée", a mis en garde l'Unicef dans un communiqué. Selon l'agence onusienne, près d'un quart de la population malienne souffre d'insécurité alimentaire modérée ou grave, et "pour la première fois dans le pays, plus de 2 500 personnes sont menacées de famine dans la région de Ménaka, dont beaucoup d'enfants". Ce cri d'alarme intervient alors que la mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali (Minusma) a commencé à quitter le pays et que les Nations unies s'inquiètent de l'impact de ce retrait réclamé par Bamako sur les opérations humanitaires jusqu'alors protégées par les Casques bleus. "Le Mali traverse une crise humanitaire complexe et a besoin d'un soutien urgent pour éviter une catastrophe pour les enfants, qui, une fois de plus, paient le prix d'une crise dont ils ne sont pas responsables", a dénoncé Ted Chaiban, un responsable de l'action humanitaire de l'Unicef.

■ Binadjan Dombia

Mali et Niger

L'ONU s'alarme de la situation alimentaire !

L'ONU a tiré la sonnette d'alarme vendredi concernant l'insécurité alimentaire au Niger, où plus de 3 millions de personnes en sont victimes, et au Mali, où 200 000 enfants risquent de mourir de faim sans aide humanitaire.

Au Niger, où des militaires ont pris le pouvoir fin juillet, plus de 3,3 millions de personnes, soit 13% de la population, sont en situation de grave insécurité alimentaire, ont indiqué des agences de l'ONU dans un communiqué. Étant donné que les prix alimentaires ont augmenté de 21% au cours du dernier mois, cette situation pourrait encore s'aggraver, prévient l'ONU. "Plus de 7 millions de personnes (environ 28% de la population) pourraient tomber dans une insécurité alimentaire grave en raison de la hausse des prix et des pertes de revenus causées par la crise politique actuelle", met en garde l'ONU, qui s'inquiète des restrictions d'accès à l'aide humanitaire. Plus de 7 300 tonnes de

denrées du Programme alimentaire mondial (PAM) sont bloquées en raison de la fermeture des frontières. De plus, le plan humanitaire de l'ONU pour le Niger en 2023, d'un montant de 584 millions de dollars, n'est financé qu'à hauteur de 40%. L'ONU "s'inquiète vivement de toute suspension ou interruption du financement des donateurs" en



■ Hamidou Cisse



Un assassin ne peut jamais être un homme
D'état.

Le vendredi noir.

Paix à ton âme domingo

■ Habib Sacko



Dors en paix salif

Son Silence était si assourdissant, si bruyant
que peu de personne entendait



■ Yeah Samake



CHERS AMIS,

Je voulais partager avec vous une réflexion qui
me tient à cœur : lorsque l'esprit est aveugle à la possibilité,
les yeux ne verront pas l'opportunité.

Trop souvent, nous nous laissons enfermer dans des sché-
mas de pensée limitants qui nous empêchent de voir toutes
les possibilités qui s'offrent à nous. Nous nous décourageons
avant même d'avoir commencé, nous pensons que certaines
choses sont impossibles ou que nous ne sommes pas capables
de les réaliser.

Mais si nous nous ouvrons à la possibilité, si nous laissons
notre esprit explorer toutes les options, alors nous pourrons
voir les opportunités qui s'offrent à nous. Nous pourrons trou-
ver des solutions créatives à des problèmes complexes, nous
pourrons découvrir de nouveaux horizons et atteindre des ob-
jectifs que nous pensions inaccessibles.

Alors je vous encourage à garder votre esprit ouvert à la possi-
bilité, même lorsque les choses semblent difficiles ou impos-
sibles. Ne laissez pas vos peurs ou vos doutes vous empêcher
de voir toutes les opportunités qui s'offrent à vous.

Soyez courageux, soyez créatifs, soyez ouverts à la possibilité.
#Possibilité #Opportunité #Réflexion #Mali #Motivation
#Inspiration #DépassementDeSoi



■ Sahara Mali



Un stade de football du Mali doit porter le nom
de Salif Keita "Domingo"



Casimir Sangala



Carte d'identité biométrique & gratuite : opération inédite, équipes professionnelles de l'enrôlement à la distribution de proximité. La forêt pousse, l'arbre qui tombe fait du bruit.

Hamidou Bocoum



Prions pour Diondiori dans le cercle de Tenenkou et Tombouctou qui sont sous embargo

Savoir Media



29 CHOSES QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR SALIF KEITA

Buteur vedette, dribbleur fou, véritable star de l'AS Saint-Étienne, mais que sait-on vraiment de Salif Keita ?

1- Salif Keita est issu d'une famille de onze enfants, neuf hommes et deux femmes. Le bon nombre pour faire une équipe de football. Il a d'ailleurs amené l'un de ses frères avec lui à Saint-Étienne, mais ce dernier n'a jamais réussi à percer.

2- Famille toujours, l'ancien buteur des Verts est le cousin de l'ancien Lensois Sidi Keita. Mais aussi l'oncle de Seydou Keita et de Mohamed Sissoko. Que des esthètes.

3- Salif Keita traîne son surnom de Domingo depuis ses dix ans. Alors qu'il se baladait avec ses potes devant un cinéma, il tombe nez à nez avec une affiche de film où figure le nom de Domingo. Il n'en faudra pas plus pour que ses amis le surnomment ainsi.

4- Professionnel à seize ans au Real Bamako, il enchaîne les bonnes performances, au point de connaître une première sélection avec le Mali, entraîné alors par Ben Oumar Sy. Intouchable.

5- Alors qu'il n'avait jamais quitté son Mali natal, l'attaquant de seize ans s'envole pour l'Indonésie et Jakarta pour jouer son premier match avec les Aigles.

6- Il a atteint la finale des deux premières Ligue des champions africaine, alors nommée Coupe des clubs champions africains, pour deux défaites. Une première fois avec le Stade malien en 1965, puis l'année suivante avec l'AS Real Bamako. Deux clubs qui n'ont depuis plus jamais atteint ce stade de la compétition.

7- Avant de flamber en Europe grâce à son talent balle au pied, le petit Salif mettait la misère, ballon en main, lorsqu'il jouait au handball.

8- C'est un certain Charles Dagher, un Libanais vivant à Bama-

ko, qui est à l'origine de l'arrivée de Keita à Saint-Étienne. Ce grand supporter des Verts a envoyé des dizaines de lettres pour vanter les mérites de cet attaquant aux statistiques exceptionnelles. Convaincus, les dirigeants de Saint-Étienne le contactent pour lui faire passer un test.

9- Son arrivée en France fut un long et dur périple. Le Mali refusant qu'il exporte son talent de footballeur en Europe, Keita se rend au Liberia pour rejoindre Paris. À Monrovia, avant de prendre l'avion, il se fait agresser et voler tout son argent.

10- Arrivé à Saint-Étienne deux jours avant la date prévue, l'attaquant malien n'est pas venu les mains vides, mais avec une facture de taxi qui s'élevait à 1 060 francs, soit 1 314 euros en monnaie constante. Le prix du trajet Orly-Saint-Étienne. Eh oui, le Uber n'existait pas à l'époque.

11- Taxi toujours, le chanteur Monty a même transposé cette anecdote en chanson dans le titre « Un taxi pour Geoffroy-Guichard », issu de l'album Les Supporters sorti en 1976 pour encourager Saint-Étienne avant sa finale de C1. Malheureusement pour Keita, cette chanson n'a pas tenu le choc face au vrai tube de cet album, le célèbre « Allez les Verts ! »

12- Précoce, Salif Keita marque lors de son premier match officiel avec l'AS Saint-Étienne contre l'AS Monaco le 19 novembre 1967, après seulement sept minutes de jeu.

13- Le Ballon d'or ne récompensant alors que le meilleur joueur européen, France Football lance une variante en 1970, le Ballon d'or africain. Alors en feu avec Saint-Étienne, Keita en fut le premier lauréat. Une récompense qu'il ne décrochera qu'à une seule reprise. #ÀJamaisLePremier

14- Un film qui s'intitule Le Ballon d'or sort en 1994. Le réalisateur guinéen, Cheik Doukouré, a voulu retracer la carrière de l'attaquant malien, qui se permet même le luxe de jouer le rôle de l'entraîneur du futur footballeur dans le film.

15- Aussi à l'aise sur les bancs de l'école que sur les terrains de football, il a poursuivi ses études lors de son arrivée à Saint-Étienne où il a obtenu une Capacité en Droit, avant d'obtenir un Bachelor à la Suffolk University de Boston lors de son passage aux États-Unis. Intello.

16- Son âge d'or restera la saison 1970-1971 lors de laquelle il inscrit quarante-deux buts en championnat. Malheureusement pour lui, Josip Skoblar a frappé encore plus fort au même moment. L'attaquant de l'Olympique de Marseille marquant à quarante-quatre reprises en championnat, record toujours à battre. L'attaquant malien se consolera avec le soulier d'argent européen.

17- Le 31 mars 1971 à Colombes, Keita affronte sur le terrain le Roi Pelé lors d'un match amical entre Santos et « une en-

tente ASSE-OM ». Résultat, le Malien vole la vedette au triple champion du monde en réalisant un énorme match.

18- Alors en lutte pour le titre, l'ASSE reçoit, le 4 juin 1971, la lanterne rouge, Sedan, pour le compte de la 35e journée du championnat de France. Les supporters des Verts assistent alors à un récital de Salif Keita qui inscrit un sextuplé lors de cette écrasante victoire 8-0.

19- En froid avec les dirigeants stéphanois, la Panthère noire quitte le Forez pour Marseille. Pour son premier match, le sort lui réserve le droit d'affronter l'AS Saint-Étienne. Résultat, un doublé et un bras d'honneur au président des Verts, Roger Rocher. Rancunier.

20- Refusant d'adopter la nationalité française, Salif Keita quitte Marseille pour l'Espagne et Valence. Lors de sa première saison chez les Chés, l'attaquant malien côtoie Alfredo Di Stéfano, alors entraîneur de Valence.

21- À Valence, Keita jouera aussi une saison avec Johnny Rep, qui fera, lui, la trajectoire inverse en allant en Espagne, avant de rejoindre plus tard Saint-Étienne.

22- Au moment de son arrivée à Valence, un journal espagnol avait fait polémique en titrant : « Valence va pour acheter un Allemand et revient avec un Noir. » Une certaine façon de souhaiter la bienvenue.

23- En signant au Sporting Portugal en 1976, il devient le premier joueur malien à signer chez les Leões. Boubakar Kouyaté (dix-neuf ans), qui s'est engagé au Sporting cet été, pourrait être le second, mais il doit se contenter pour le moment de rencontres avec la réserve.

24- En 1979, Salif Keita traverse l'Atlantique pour s'offrir une dernière saison en NASL avec New England Tea Men, avant de prendre sa retraite à trente-quatre ans.

25- L'ancien attaquant des Verts restera aux États-Unis durant quatre ans pour bosser dans une banque américaine, avant de rentrer au Mali avec sa femme et ses deux enfants.

26- En 1994, Salif Keita crée le premier centre de formation professionnel du Mali. Ce Centre Salif-Keita, qui a notamment formé Seydou Keita, Mahamadou Diarra ou encore Cheick Diabaté, a très vite intégré la première division du championnat malien, y terminant même deuxième en 1998.

27- Comme Alfredo Di Stéfano, Ferenc Puskás ou encore Eusébio avant lui, Salif Keita obtient en 1996 la plus haute récompense décernée par la FIFA, l'Ordre du Mérite. Il reste, encore aujourd'hui, le seul joueur africain à avoir reçu une telle distinction.

28- En 2005, il devient président de la Fédération malienne de football, une première pour un ancien joueur de foot en Afrique subsaharienne. Il quittera son poste quatre ans plus tard, en

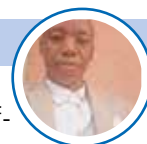
2009.

29- Réconciliée avec l'ASSE, l'ancienne vedette des Verts est nommée le 26 juin 2013 ambassadeur à vie du club stéphanois. Un club qui s'est inspiré de son surnom de la Panthère noire pour créer sa mascotte.

Source: sofoot.com



■ Kassoum Thera



#Durant la révolution notre erreur a été d'étouffer toutes les voix discordantes j'invite le président IB d'éviter cela# capt Boucary Kaboré compagnon de Sankara

■ MALI TV



Batouly Niane est comme Karim Keita, ils connaissent le prix des maliens

■ LSI AFRICA



Putsch au #Gabon : la Coalition pour la nouvelle République (CNR), dont le leader est Jean Ping, a «salué» le coup d'état militaire du Comité de transition et de restauration des institutions (CTRI), et invite le général

Brice Oligui Nguema à «aller jusqu'au bout de sa démarche pour le bien du Gabon». #GabonCoup



KONATE Malick



#Mali : L'annonce de la nouvelle carte biométrique #CEDEAO censée corriger les erreurs de la carte #Nina est arrivée comme un éléphant avec un pied cassé. Malgré les millions dépensés pour sa mise en place, les résultats sont catastrophiques. Les autorités ont demandé aux gens de se connecter sur le site pour apporter des modifications et corriger les erreurs, et en se rendant sur les lieux pour changer les photos et les autres renseignements, sans pour autant prendre en compte leurs demandes. Tous ces efforts (site web, interminables files d'attente pour se faire photographier, perte de temps, déplacements, etc) pour un résultat médiocre. La carte biométrique CEDEAO est la photocopie directe de la carte Nina. Quel gâchis ! #Bèki_Takè



Gouvernement du Mali



Lutte contre l'orpaillage illégal: LA TRAQUE CONTINUE DE PLUS BELLE

Ce samedi 2 septembre, l'opération de lutte contre l'orpaillage illégal a permis le démantèlement d'un 1er site à Banankoro (Kangaba). 4 orpailleurs clandestins arrêtés, 2 pick-up et 3 pelleteuses saisies par la brigade du Haut fonctionnaire de défense, le Colonel Nicolas Cissé, ont été mis à la disposition de la justice.

Le 15 aout dernier, une descente précédente dans la forêt s'est soldé par la fermeture de 3 mines illégales à Kenieba avec un bilan de 6 chinois interpellés, un pick-up et 7 pelleteuses saisies. Les actions de lutte sans relâche contre le fléau continuent de plus belle et requièrent l'implication de tous. Ccom/ M. Mines



Comité syndical UNTM de l'INPS : Oumar Djibril Diakité dit Jean aux commandes



Le jeudi 31 août 2023, le comité syndical UNTM de l'INPS a procédé au renouvellement de son bureau, en présence du secrétaire général de l'UNTM, Yacouba KATILE. Aux termes des travaux, Oumar Djibril DIAKITE dit Jean est élu (r secrétaire général du comité en remplacement de Seyba SISSOKO, admis à la retraite.

Cette rencontre a noté plusieurs interventions dont le discours d'ouverture de M. Yacouba Katilé, SG de l'UNTM qui a prodigué des sages conseils, lesquels ont permis le bon déroulement des travaux.

Le secrétaire général sortant, Seyba SISSOKO, qui a fait valoir ses droits à la retraite..., a saisi l'occasion pour remercier la Direction générale de l'INPS, les militantes et militants, et ses camarades qui l'ont accompagné durant son règne à la tête du comité syndical avant de passer le flambeau à la nouvelle génération.

A son tour, le secrétaire général entrant, Oumar Djibril Diakité dit Jean, a aussi pris la parole pour remercier son prédécesseur des efforts consentis à la tête du comité syndical avant d'exhorter son équipe à serrer les coudes afin de servir cette entité autant que l'équipe sortante ou voire même les dépasser pour le bien-être des agents.

Le Directeur Général de l'INPS M. Ousmane Karim COULIBALY, présent lors de cette cérémonie de passation de témoin, a salué le travail abattu par le bureau sortant et particulièrement M. Sissoko qui n'a ménagé aucun effort pour défendre les intérêts moraux des travailleurs de l'INPS. Il a également profité de l'occasion pour prodiguer de sages conseils au nouveau bureau. " Sachez toujours mettre les hommes qu'il faut à la place qu'il faut, et servez cette association du mieux que vous pouvez", a-t-il conseillé.

Il faut noter que cette cérémonie s'est bien déroulée grâce à l'assistance de la direction générale de l'INPS.

Service des Relations Publiques, INPS.
Fatoumata SOW.

Retrait de la Minusma : Bamako assure qu'il n'y aura pas un prolongement au-delà du 31 décembre



Lundi 28 août 2023, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni pour faire le bilan du processus de retrait de la Mission des casques bleus au Mali. Le gouvernement de Transition par la voix de son représentant permanent auprès des Nations unies a indiqué au cours de cette rencontre que le Mali n'envisage en aucun cas de prolonger le départ de la Minusma au-delà de la date du 31 décembre fixée par la résolution 2690.

Ce lundi 28 août 2023, le Conseil de sécurité des Nations unies a organisé une session spéciale pour faire l'état d'avancement du processus de retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma).

Dans son intervention, le représentant spécial du secrétaire général et chef de la Minusma a indiqué que le retrait de la Mission se déroulera en deux phases jusqu'au 31 décembre. Lesquelles seront suivies de la période de liquidation qui commence le 1er janvier 2024.

Selon El-Ghassim Wane, la première phase de retrait a commencé le 17 juillet dernier avec la fermeture des bases avancées les plus petites et les plus isolées. D'après, le chef de la Minusma, le 25 août s'est achevée la première phase avec la fermeture du camp de Ménaka.

Toutefois, El-Ghassim note que c'est la deuxième phase qui sera la plus difficile et complexe en raison du calendrier serré et la dégradation de la situation sécuritaire.

"Des opérations extrêmement difficiles en raison du calendrier serré et des conditions sécuritaires et logistiques dans le pays", a fait savoir El Ghassim Wane. Bamako reste tout de même formelle, pas de plan de B envisageable, les Nations unies doivent faire de même en créant toutes les conditions pour réaliser l'exécution de ce plan dans son délai.

Issa Konfourou, représentant permanent du Mali auprès des Nations unies a précisé à l'issue de cette réunion que le gouvernement malien n'envisage pas de prolongation du départ de la Mission au-delà de la date du 31 décembre fixée par la résolution 2690 du Conseil de sécurité de l'ONU. Rappelons que d'ici à la fin de l'année 13 000 militaires et policiers de la force onusienne devront quitter le territoire malien pour rejoindre leurs pays respectifs.

Ousmane Mahamane
Mali Tribune

Afrique : Le printemps des coups d'état militaires ?



Mercredi 30 août 2023, des militaires gabonais ont annoncé à la télévision nationale avoir pris le pouvoir et mis fin au règne d'Ali Bongo. Dans ce contexte de multiplication des régimes militaires, l'Afrique se dirige-t-elle vers un printemps des coups d'Etat militaires ?

Un mois après le coup d'Etat militaire au Niger qui a propulsé le général de brigade Abdourahamane Tchiani au pouvoir, ce 30 août 2023, le Gabon, qui venait terminer des élections générales notamment la présidentielle, a connu un coup d'Etat militaire.

Des militaires gabonais, qui se sont regroupés sous la bannière du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) dans une courte allocution télévisée, ont annoncé avoir pris le pouvoir au Gabon. Les nouveaux maîtres du Gabon ont dissous toutes les institutions gabonaises, à savoir le gouvernement, le Sénat, l'Assemblée nationale, la Cour constitutionnelle, le Conseil économique, social et environnemental et le Conseil gabonais des élections qui a proclamé les résultats des élections générales du samedi 26 août, l'un facteur de ce putsch. Les militaires qui ont pris le pouvoir ont déclaré que le président Ali Bongo est gardé en résidence surveillée, entouré de sa famille et de ses médecins.

Depuis 2020, les coups d'Etat militaires se multiplient en Afrique. Et la question que tout le monde se pose l'Afrique se dirige-t-elle vers un printemps des coups d'Etat ?

Pour bon nombre d'analystes, le continent africain se dirige indubitablement vers un printemps des coups d'Etat avec l'instauration des régimes militaires comme dans les années 1968 jusqu'à 1980 et 1990.

Selon eux, la preuve, c'est le Mali qui a ouvert les premiers pas de ce printemps des coups d'Etat militaires en Afrique de l'Ouest suivis de la Guinée-Conakry, Burkina Faso et le Niger. Maintenant, le virus commence à contaminer l'Afrique centrale avec ce putsch militaire au Gabon.

Une analyse largement partagée par l'ancien président français, François Hollande qui dans une interview affirme que l'absence de réaction "suffisamment nette" après le coup d'Etat contre Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020 à Bamako ait participé de cet effet de contagion. Selon ses dires, la réaction aurait dû se faire dès le premier coup d'Etat au Mali.

Ousmane Mahamane
Mali Tribune

Mali : Cent dix-neuf mille personnes séropositives détectées par le HCNLS

A travers une épidémiologie du V.I.H., le HCNLS (Haut Conseil National de Lutte contre le Sida) à travers son secrétariat exécutif, a démontré que plus de cent mille personnes vivaient avec le virus du sida en 2022 au Mali. C'était en faveur d'un atelier d'orientation des acteurs de la presse écrite et de l'audiovisuel sur le VIH -Sida et les techniques de communication pour lutter contre le sida au Mali. Il s'est tenu en deux sessions au siège du S.E/H.C.N.L.S. le 31 Août et le 1er septembre.

SIDA



Initié par le Secrétariat Exécutif du Haut Conseil National de Lutte contre le Sida au Mali en partenariat avec l'A.J.P.L.M. (Association des Journalistes de la Presse Libre du Mali), cet atelier avait pour objectif de renforcer les connaissances et aptitudes d'une soixantaine d'acteurs de la presse écrite et audiovisuelle sur le VIH/SIDA tout en renforçant leurs capacités en techniques de communication pour lutter contre la maladie. En effet, la communauté internationale envisage d'éradiquer le VIH/sida d'ici 2030. Mais à cause du relâchement des mesures préventives et des traitements liés à la maladie, cet objectif semble être difficile au Mali. Selon le secrétaire exécutif du HCNLS Dr. Issiaka Moumoune Koné, les objectifs visés sont "Zéro décès dû au V.I.H. en 2030 ; zéro nouvelle transmission ; et zéro discrimination". Il informe que selon le rapport 2022 de l'ONUSIDA, 100 nouvelles infections et 88 décès par semaine sont enregistrés. Ainsi au Mali en 2022, 119 mille personnes vivaient avec le V.I.H. dont 6200 nouvellement infectées. Selon Ousmane Traoré, membre du S.E/H.C.N.L.S., 60 mille malades du sida étaient sous traitement et 5900 cas de décès ont été enregistrés en 2022 au Mali. Toujours selon M. Ousmane Traoré, plus de 40 millions de personnes sont décédées de suite de maladies liées au sida depuis le début de l'épidémie en 1981.

Ainsi, c'est pour renverser cette tendance et freiner la propagation du virus que le SE/HCNLS a entrepris une large communication sur la maladie à travers les hommes de médias. Il est donc persuadé que, parallèlement aux investissements matériels mis en œuvre pour éviter de nouvelles infections et aux rencontres aux niveaux national, régional et local des acteurs de santé, les médias peuvent positivement jouer leur rôle dans ce processus délicat. Mme Tiouta Traoré, représentante du Ministre de la communication, de l'économie numérique et de la modernisation de l'administration, qui a présidé la cérémonie d'ouverture de l'atelier, a rassuré de l'accompagnement de son département à pouvoir relever les défis qui s'imposent.

Salimata Saré
223 Infos



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Agriculture : Le ministre Lassine Dembélé rassure les agriculteurs !



Le ministre de l'Agriculture, Lassine Dembélé, a effectué une visite à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM), à la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) et à l'Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN). L'objectif de cette visite était de se renseigner sur les conditions de travail du personnel, d'échanger avec les producteurs et les agents d'encadrement. La visite a eu lieu le mardi 29 août 31 en présence des responsables des différentes structures visitées.

Le Président de l'APCAM s'est dit satisfait de cette visite du ministre de l'Agriculture et a profité de l'occasion pour préciser que leur mandat est basé sur quatre axes : finaliser le projet de loi de programmation des investissements dans le secteur agricole, réaliser le recensement agricole et l'enregistrement des exploitations et des entreprises agricoles, adopter et mettre en œuvre la politique nationale du conseil agricole, promouvoir la culture de contre-saison des céréales et des produits maraîchers.

Les responsables des structures visitées ont souligné les difficultés auxquelles ils sont confrontés tout en rassurant le ministre de

l'Agriculture de leur entière disponibilité à accompagner les autorités de la transition dans la refonte du secteur agricole.

Le ministre de l'Agriculture, Lassine Dembélé, a pris bonne note des difficultés évoquées. Selon lui, le manque de personnel est dû aux programmes d'ajustement structurel qui ont conseillé d'éviter le recrutement massif de personnel. L'application de ces mesures a été préjudiciable à la stabilité et à la pérennisation du service public.

Concernant l'APCAM, il a souligné qu'ils sont des élus locaux et qu'ils comptent de nombreuses interprofessions au sein de leur organisation, qui ont été créées et qui génèrent de l'argent. Cependant, il est regrettable que dans l'esprit collectif, on crée des associations et des organisations en essayant de faire supporter les charges par l'État. Il est nécessaire que cette mentalité change. Il a également exprimé la nécessité de trouver des résultats d'étude à la CMDT afin d'identifier les facteurs d'équilibre de la production. Selon le ministre, la filière coton représente 15% du PIB. Il est donc nécessaire de mener une étude pour identifier les leviers sur lesquels nous pouvons agir afin d'éviter toute instabilité dans la production.

Par ailleurs, le ministre Lassine Dembélé a invité les différentes structures visitées à faire preuve de résilience et à adapter leurs besoins et ambitions à leurs moyens. Il a également expliqué la vision de la transition en matière de sécurité.

Les Chambres d'Agriculture du Mali ont deux missions essentielles : une mission de représentation et une mission d'intervention. La CMDT assure le conseil agricole aux producteurs de coton, la collecte, la commercialisation et l'égrenage du coton graine, ainsi que la vente de la fibre de coton à l'exportation et aux industries textiles maliennes. Elle est également responsable de la vente de la graine de coton.

Quant à l'OHVN, sa mission est de promouvoir le développement des cultures vivrières et industrielles dans sa zone d'intervention. Elle met en œuvre toutes les actions nécessaires pour augmenter la production, la productivité agricole et le revenu des producteurs de la région. Elle contribue également à la lutte contre la pauvreté.

■ Ibrahim Sanogo

Confédération estudiantine et scolaire d'Afrique : **Siriman Niaré élu à l'unanimité**



La clôture du 3ème Congrès ordinaire de la Confédération Estudiantine et Scolaire d'Afrique a été co-présidée par les Ministres de l'Éducation Nationale, des Affaires Étrangères et de la Coopération internationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, de la Jeunesse et des Sports chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, le samedi 2 septembre 2023, à la Cité Universitaire de Kabala. Ce congrès s'est tenu dans une salle comble sous la surveillance attentive des responsables.

Il est important de rappeler que cette organisation a été créée au Burkina Faso et regroupe 37 organisations universitaires et scolaires de 37 pays d'Afrique, dont le Mali. Son objectif est de rassembler les actions visant à améliorer les conditions de vie des élèves et des étudiants africains, ainsi que de promouvoir l'esprit de solidarité entre les apprenants et de lutter contre le chômage des jeunes africains, entre autres.

Lors de cette rencontre, Seydou Siriman

NIARE du Mali a été intronisé en tant que nouveau Secrétaire Général Continental de la faïtière. Il a été élu à l'unanimité la veille, sous les applaudissements de ses camarades venus de tout le continent. Il succède à Amadou Diallo de la Guinée Conakry. Il convient de rappeler que l'association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) est membre fondateur de la CESA.

Selon le Secrétaire Général de l'AEEM, Seydou Siriman NIARE, ce 3ème congrès ordinaire est l'occasion de donner un nouvel élan à la CESA, de la transformer en un véritable moteur d'intégration et un vecteur pour une jeunesse africaine consciente de ses devoirs, capable de réaliser l'unité du continent. Il en profite pour saluer l'engagement des hautes autorités du pays.

Le Ministre de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané, déterminé à trouver une solution durable à la crise scolaire, a félicité et encouragé Siriman Niaré pour son élection à l'unanimité par ses pairs. Il a également salué le cadre d'échanges sur les probléma-

tiques des élèves et des étudiants africains. Il a appelé les jeunes issus de 13 pays à s'engager dans la preuve de ce que l'Afrique doit être : unie et forte. Les travaux de ce congrès sont d'actualité dans notre sous-région et le thème choisi n'est pas fortuit : "Quel rôle doivent jouer les organisations estudiantines dans l'éradication de l'extrémisme violent et du terrorisme au Sahel." Je tiens à souligner que la tenue de ce cadre d'échanges et de partage a été saluée par les plus hautes autorités du pays, avec à leur tête Son Excellence, le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta. Les ministres Abdoulaye Diop, Bouréma Kansaye et Abdoul Karim Fomba, qui ont participé à cet événement, ont partagé leurs réflexions avec les jeunes. Ils ont réaffirmé leur engagement et leur volonté d'accompagner la jeunesse dans ses aspirations pour une Afrique unie, libre et prospère », a-t-il déclaré. Une photo de groupe a marqué la clôture du 3ème Congrès ordinaire de la Confédération Estudiantine et Scolaire d'Afrique.

■ Ibrahim Sanogo

Contribution : L'ordre constitutionnel paranormal



■ ■ Nous avons fait la preuve que nous pouvons moderniser notre État sans nous renier », déclare le président de la Transition, Assimi Goïta, lors d'une allocution prononcée le 22 juillet 2023 à la suite de la promulgation de la Constitution de la IVe République du Mali. Mais, mû sans doute par un enthousiasme délirant, d'ailleurs exclusivement ressenti par la junte et son petit nombre de fidèles, le chef putschiste se contredit, car, en signant un texte privé de toute référence claire à la Constitution de la IIIe République – indispensable pour fonder son décret en droit –, il vient de créer un ordre constitutionnel paranormal : le chef de l'État abrogeant tacitement la norme fonda-

mentale de 1992 (I), se pose la question de l'existence de la Charte de la Transition (II) et celle de l'application de la Constitution de la IVe République (III).

La disparition de la Constitution de la IIIe République par tacite abrogation

C'est un détail, mais il est important.

Le préambule du décret promulguant la Constitution de la IVe République ne mentionne pas la Constitution de la IIIe République : parmi les textes à valeur constitutionnelle fondant ce décret apparaissent

seulement la Charte de la Transition et la loi n° 2022-001 du 25 février 2022 qui la révisse. La disparition de la Constitution semble donc officieusement mise en œuvre par la junte le 22 juillet 2023 par tacite abrogation, contrairement aux règles, contrairement aussi à la nouvelle Constitution dont l'article 189 dispose que la « législation en vigueur [la Constitution de la IIIe République, donc,] demeure valable dans la mesure où elle n'est pas contraire à la présente Constitution et où elle n'est pas l'objet d'une abrogation expresse. »

Cette disparition rend inapplicable l'article 190 : « Jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions, les institutions établies continuent d'exercer leurs fonctions et attributions. » En effet, la norme fondamentale n'ayant plus d'existence dès lors qu'elle n'est plus citée, les institutions qu'elle établit se dissolvent avec elle. Que reste-t-il alors de la Charte de la Transition ?

La disparition de la Charte de la Transition en question

Adoptée en octobre 2020 et modifiée en février 2022, la Charte de la Transition précise dans son préambule qu'elle « complète la Constitution du 25 février 1992 et dont le présent préambule est partie intégrante ». Par conséquent, et dans les circonstances que nous venons de décrire, la Charte ne peut plus compléter un texte qui a disparu puisque, faisant corps avec lui, elle-même s'est diluée dans la nébuleuse juridique du régime malien ! La Charte vient de périr en même temps que la Constitution de la IIIe République. C'est l'atteinte ultime, capitale, à la survie des articles 189 et 190.

Au Mali, plus aucune législation n'est donc en vigueur. Tout cela pour un détail.

L'article 190 imposait que « les activités de la Haute Cour de justice [prenaient] fin dès la

promulgation de la présente Constitution ». Launte peut être sûre, après cet escamotage magnifique du droit, que cette Cour ne réapparaîtra plus. Assimi Goïta peut dormir tranquille.

L'impossible application totale de la Constitution de la IVe République

Nul ne saura sans doute jamais si la situation que nous décrivons est intentionnelle ou provoquée par l'omission d'un rédacteur trop rapide et peu habile : depuis 2020, launte a montré autant d'astuce que de maladresse dans le maniement du droit constitutionnel. Il demeure en tout cas que si la Constitution de la IIIe République et la Charte de la Transition ont été tacitement abrogées, la Constitution de la IVe République, elle, ne peut pas être totalement appliquée : la nouvelle République n'est censée commencer qu'avec l'extinction de la période de Transition, conformément à l'article 22 de la Charte de la Transition modifiée, c'est-à-dire « avec l'élection présidentielle organisée par les autorités de la Transition ». Mais, jusqu'à cette échéance, la Transition est organisée par un texte qui a semble-t-il disparu le 22 juillet 2023 !

Que peut-il se produire désormais si, par exemple, le chef de l'État ne peut plus assurer ses fonctions ? Aucune règle ne prévoit l'intérim. Il en va de même du pouvoir législatif, confié à un CNT, qui n'est pas une Assemblée nationale, et à un Sénat, qui n'est pas encore élu. Nous annonçons une activité constitutionnelle paranormale dans cette planète exogène qu'est devenue la République du Mali.

Balla CISSÉ, docteur en droit public, Avocat au Barreau de Paris, Diplômé en Administration électorale

Décryptage : Les régimes transitoires en quête de reconnaissance

Ce matin, dans décryptage, la question de la reconnaissance dans les régimes transitoires, tiraillés entre le terrorisme et les besoins des populations : école, justice, santé, sécurité, etc.

La reconnaissance incarne l'unité des rapports humains

Il existe toute une riche littérature philosophique sur la notion de reconnaissance. Il faut néanmoins noter que, d'un point de vue purement sociologique, la notion de reconnaissance recouvre une dimension relationnelle (Honneth : 2002) : amicale, juridique, politique ou solidaire. Primo, reconnaître quelqu'un, c'est confirmer les capacités et les valeurs qu'il incarne de par son travail ou son rôle dans la société. Deuzio, reconnaître quelqu'un, c'est aussi lui témoigner une certaine solidarité. La reconnaissance traduit une demande de satisfaction de légitimité culturelle, politique, sociale ou traditionnelle. Evidemment, la notion de reconnaissance exprime un sentiment d'appartenance et de confiance des uns envers les autres. Qu'il s'agisse des relations entre États, entre individus, entre dirigeants et citoyens, la valorisation de nos valeurs communes est au cœur de la notion de reconnaissance. Enfin, elle incarne aussi bien l'unité des rapports humains que celle des liens entre dirigeants et citoyens. Comment traduire cette notion de reconnaissance dans les transitions ?

Les déficits de reconnaissance

Sur les cendres des combats inachevés de la démocratie, les régimes transitoires sont confrontés aux déficits de reconnaissance. Aussi bien au Mali qu'au Niger, la reconnaissance des pairs et de la communauté inter-

nationale est quasi inexistante. Autre déficit social : les régimes transitoires sont en proie au rejet d'une partie de leurs populations, faute de résultats concrets contre l'insécurité. En effet, les putschs militaires portant au pouvoir leurs auteurs, ne préparent pas ces derniers à l'exercice du pouvoir. Effet immédiat : rejet, isolement. D'autant que reconnaître un putsch militaire, c'est piétiner les relations internationales régissant l'ordre mondial. Reconnaître un putsch militaire, c'est aussi renier les valeurs de l'idéal démocratique telles que l'organisation de la vie politique grâce aux choix des dirigeants (suffrage universel), les règles de séparation et de contrôle des pouvoirs ou la garantie des libertés individuelles et collectives. Les régimes transitoires actuels s'usent à donner des garanties sécuritaires et démocratiques permettant aux citoyens de croire profondément en eux.

Le Niger, foyer des règlements de compte géopolitiques

Ibrahim Traoré du Burkina-Faso peine à ramener la sécurité au pays des hommes intègres. Les tueries à Noaho d'août 2023 reflètent les limites des stratégies de contreterrorisme de Traoré. Certains le représentent Sankariste, mais d'autres le découvrent impuissant face au terrorisme. Au Mali Assimi Goïta se démène à rétablir le dialogue avec la CMA, qui reproche à Bamako d'enterrer l'Accord de paix (2015) en raison des bombardements de ses positions le 28 août 2023 à Anéfis (Ki-



dal). Signe d'un nouvel embrasement du Mali ? En attendant, à Tombouctou ou à Sofara, les sbires d'Aqmi et de l'EIS terrorisent les populations. Au Niger, le pouvoir d'Abdourahmane Tchiani est fragile. Certains de ses collaborateurs s'irritent. Un manitou des renseignements considère Tchiani comme le putschiste le plus désespéré du Sahel. Le Niger est devenu le foyer des règlements de compte géopolitiques. La responsabilité du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) est gigantesque, surtout au sujet des tensions avec la France.

Américains et Français naviguent de conserve sur le Niger

La confrontation entre Paris et Niamey est loin de connaître son épilogue. Paris rejette la demande d'expulsion de son Ambassadeur, Monsieur Sylvain Itté, par le Niger. Une première. La suite : Paris oppose l'idée de l'illégitimité du pouvoir de Tchiani. Comme la Cedeao, Paris ne reconnaît pas Tchiani. En mal de reconnaissance internationale, Tchiani tente d'agir comme ses homologues malien et burkinabé, qui ont expulsé les ambassadeurs français et obtenu le départ des armées françaises (Barkhane et sabre). Mais le contexte malien est différent de celui du Niger. Rappelons qu'au Niger, contrairement au Mali, il y a deux acteurs majeurs : les armées

américaine et française. Deux puissances occidentales, tête de pont de la lutte contre la pénétration russe en Afrique. Décryptage : toute belligérance contre l'un suscitera le soutien de l'autre quelques soient les intérêts parfois divergents. Pour l'instant, Américains et Français naviguent de conserve sur le Niger. Par conséquent, Tchiani est obligé de composer avec la France et les Etats-Unis d'Amérique s'il veut sauver les meubles.

Le CNSP se claquemure

D'autant que, à en croire les spécialistes, une crise économique s'annonce au Niger. Des millions de Nigériens parmi les plus vulnérables, manqueraient de l'essentiel : électricité, nourriture, sécurité. Comme toujours, le putsch suscite une angoisse chez les populations. Difficile de tenir un pays sous sa botte. La colère d'une partie des Nigériens pourrait se transformer en rejet de Tchiani. Les soutiens réconfortants des exécutifs burkinabé et malien permettraient-ils à Tchiani de remettre sur les rails le train nigérien ? Evidemment, à force d'être rejeté par la communauté internationale et une partie des Nigériens, le CNSP se claquemure. Espérons que les négociations entre le Niger et la Cedeao et la médiation algérienne débouchent sur une sortie de crise. D'autant qu'un quelconque soutien russe serait un mi-

rage au moment où Evgueni Prigojine (patron de Wagner), l'homme des basses œuvres de Poutine, meurt à Tver (Russie) dans un crash d'avion le 23 juin août 2023. Aujourd'hui, la présence américaine (1100 soldats) et française (1500 soldats) oblige à réfléchir deux fois avant d'imaginer une implantation russe au Niger.

Des compromis intelligents

Pour conclure, les crises institutionnelles découlant des putschs militaires aboutissent à des crises de reconnaissance. Qu'il s'agisse du dernier putsch militaire (30 août 2023) de Brice Oligui Nguema contre Ali Bongo au Gabon ou de tous les putschs antérieurs, les régimes transitoires doivent oser ce qu'ils s'interdisent : s'adapter pour trouver des compromis intelligents. Il serait difficile d'espérer construire des régimes militaires au 21ème sans s'attendre à un retour de bâton. Donc, il serait habile de s'inscrire dans une quête de reconnaissance en donnant des gages de retour à l'ordre constitutionnel pour réguler la vie politique.

Mohamed Amara
Sociologue
Mali Tribune

Saison des pluies : Bamako se vide de ses travailleurs valides



En cette période hivernale, les aides ménagères, communément appelées "Bonne" ou "servantes", se font très rares dans la capitale malienne. Cette situation s'explique par le fait qu'à l'approche de la saison des pluies, beaucoup d'entre elles retournent dans leur ville natale pour aider leurs parents dans les travaux champêtres. Dans le même temps, cette situation plonge plusieurs ménages dans de sérieuses difficultés quant à l'accomplissement des tâches ménagères.

En principe, les jeunes filles des zones rurales ont tendance à se tourner vers les centres urbains, notamment à Bamako, pour trouver du travail. Cela leur permet d'avoir de l'argent pour acheter leur trousseau de mariage. De leur côté, les hommes pratiquent le gardiennage ou des travaux qui ne demandent pas de qualifications spécifiques afin de pouvoir

gagner un peu d'argent pour subvenir aux besoins de leurs parents, femmes et enfants. Ainsi, durant la saison des pluies, la capitale se remplit de travailleurs valides jusqu'aux dents. Par contre, dès que la saison des pluies s'annonce, chacun retourne dans son village d'origine pour assister les parents dans les travaux champêtres. De ce fait, Bamako se vide complètement des aides ménagères, laissant ainsi plusieurs ménages dans l'embarras. D'autant plus que ces dernières effectuent 90 % des tâches ménagères au sein des foyers. Elles sont généralement les premières à se réveiller et les dernières à se coucher dans la famille.

Pour Chata Sogoba, une représentante des aides, le départ massif des aides ménagères à Bamako entraîne une pénurie dont beaucoup de femmes souffrent dans les grandes villes comme Bamako. Pour cette dernière, la

participation à certains travaux de la famille voire du village constitue une priorité. C'est la raison pour laquelle, sous aucun prétexte, les aides ménagères ne peuvent rester dans la capitale. « Comme chaque année, le même scénario se reproduit à l'approche et durant la saison pluvieuse. Mais après les récoltes, les aides ménagères ne manquent pas ! » rassure Chata.

Un casse-tête pour les ménages

En effet, les travailleuses domestiques jouent un rôle essentiel dans la vie de nombreuses familles au Mali. Ces jeunes filles sont souvent utilisées pour effectuer des tâches ménagères à la maison. Ainsi, elles s'occupent de la cuisine, de la lessive, du nettoyage, de la vaisselle, des commissions... tout cela avec un salaire compris entre 10 000 et 15 000 FCFA.

Fatoumata Diallo, femme au foyer, nous raconte comment le manque d'aide ménagère l'affecte. Évoluant dans une entreprise de la place, elle affirme que sans l'aide de la domestique, elle aurait du mal à accomplir ses tâches domestiques. « Depuis le départ de ma servante, les choses se sont compliquées. J'ai pratiquement dû réorganiser mon programme. » "Je suis contrainte de me réveiller tôt et de rentrer plus tôt que d'habitude", raconte-t-elle.

Aminata Touré, également femme au foyer, se dit inquiète de cette situation. Fraîchement mariée dans une famille traditionnelle, elle a confié qu'elle ne savait pas quoi faire, surtout avec la rentrée scolaire qui approche. "Je dois passer le Bac cette année. Sans aide ménagère, il me serait très difficile de m'occuper de ma famille", explique-t-elle.

Vous l'aurez compris, le départ massif des aides ménagères a un impact considérable sur la vie des femmes au foyer à Bamako.

Siguéta Salimata DEMBELE

Au Niger : Manifestants réclamant le départ des soldats français

Des manifestants se sont rassemblés le samedi 2 septembre 2023 à Niamey et à Ouallam (sud-ouest) pour demander le départ des forces françaises installées au Niger après avoir été expulsées du Mali par les autorités de transition.

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées le samedi 2 septembre à Niamey et à Ouallam (sud-ouest) pour réclamer le départ des forces françaises du Niger, une demande du régime militaire arrivé au pouvoir par un coup d'État fin juillet 2023.

Dans la capitale, le rassemblement a eu lieu près d'une base nigérienne abritant les soldats français, à l'appel de plusieurs coalitions de la société civile hostiles à la présence militaire française. "Armée française,

partez de chez nous !", pouvait-on notamment lire sur la pancarte d'un manifestant.

Un autre cortège s'est joint aux manifestants arrivés le samedi matin, formant ainsi une foule dense sur le rond-point "Escadrille", l'un des principaux lieux de rassemblement de ce genre à Niamey depuis le coup d'État du 26 juillet. Une autre manifestation a eu lieu à Ouallam (sud-ouest) devant une base militaire, le quartier général de l'opération antijihadiste Almahaou, où des soldats nigériens et français cohabitent, selon des images diffusées à la télévision nationale.

"Soldats français, nous sommes venus vous apporter un message pour vous dire que nous n'avons plus besoin de vous", a déclaré l'un des manifestants dans un mégaphone. Les

tensions diplomatiques sont à leur comble entre le régime militaire au pouvoir et la France, qui ne reconnaît pas leur légitimité, alors que 1 500 soldats français sont stationnés au Niger pour participer à la lutte anti-jihadiste dans le cadre d'accords militaires bilatéraux.

Immunité retirée à l'ambassadeur

Le 3 août, les généraux qui ont pris le pouvoir par un coup d'État avaient dénoncé plusieurs de ces accords. Ces textes contiennent tous différents préavis pour leur résiliation, dont l'un, relatif à un texte de 2012, était d'un mois, selon les militaires.

Fin août, lors d'un rassemblement à Niamey, le colonel Ibro Amadou, membre du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP, auteurs du coup d'État), avait déclaré que "le combat ne s'arrêtera que le jour où il n'y aura plus aucun militaire français au Niger". Le Niger a également retiré l'immunité et le visa diplomatiques de l'ambassadeur de France Sylvain Itté et a exigé son





"expulsion", selon un arrêté du ministère de l'Intérieur daté de jeudi et une ordonnance du Tribunal de grande instance de Niamey de vendredi, consultés.

Selon ce dernier document, ces décisions sont notamment justifiées par "l'hostilité injustifiée" de la France envers le Niger et par la présence de M. Sylvain Itté. Sur le territoire nigérien, la présence de M. Itté présente "des risques graves de trouble à l'ordre public". Lundi, le président français Emmanuel Macron a salué le travail de M. Itté et a répété qu'il était toujours en poste à l'ambassade à Niamey. Selon l'article 22 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, les locaux d'une ambassade sont "inviolables" et il n'est pas permis aux agents de l'État où ils se trouvent "d'y pénétrer, sauf avec le consentement du chef de la mission".

Les sanctions ont des effets négatifs sur la vie des citoyens. Bien qu'elles soient destinées à influencer le changement politique et à défendre la démocratie, les sanctions prises par la CEDEAO et la communauté internationale risquent d'aggraver une situation humanitaire déjà critique, explique Paolo Cernuschi, directeur de l'International

Rescue Committee (IRC) au Niger, dans une tribune au "Monde".

Avant le coup d'État, le Niger était déjà l'un des pays les plus pauvres du monde, victime des violents effets du changement climatique et luttant contre la présence régionale de groupes armés. Les Nigériens les plus vulnérables, souvent éloignés de la capitale où se joue l'avenir du pays, risquent de souffrir encore davantage de cette instabilité politique. "En tant que directeur de l'International Rescue Committee (IRC) au Niger, je suis gravement préoccupé, ainsi que par la réponse de la communauté internationale à ce coup d'État".

Pourtant, des progrès avaient été réalisés : la croissance du produit intérieur brut (PIB) a été de 7,2 % en 2022 et devrait atteindre près de 12 % en 2024. Les attaques des groupes armés contre les civils ne cessaient de diminuer, à tel point que des plans concrets étaient en cours pour le retour des 350 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ces avancées sont désormais menacées, et les besoins humanitaires risquent d'exploser si la réponse ne tient pas compte de la vulnérabilité des civils.

En réponse au coup d'État du 26 juillet, la communauté internationale a réagi de trois manières principales : l'organisation régionale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a imposé des sanctions économiques sévères et des fermetures de frontières ; elle a menacé d'intervenir militairement pour rétablir l'ordre constitutionnel ; et les pays bailleurs de fonds ont suspendu, à différents degrés, leur aide au Niger. Toutes ces décisions pourraient avoir des conséquences humanitaires catastrophiques pour les populations.

Avant même la crise actuelle, environ 3,3 millions de personnes, soit 13 % de la population, vivaient dans l'insécurité alimentaire. Dans la semaine qui a suivi l'annonce des sanctions, le prix moyen du riz a augmenté de 20 %. Les agriculteurs et les éleveurs locaux voient leurs moyens de subsistance se réduire en cette période critique où les réserves alimentaires sont épuisées avant les récoltes. Si aucune action n'est entreprise, les jours et les semaines à venir seront cruciaux pour les populations au Niger.

■ Binadjan Dombia

Visite d'État du président béninois - Journaliste béninois : Le modèle de coopération chinois repose sur un accompagnement technique et financier qui s'est avéré fructueux sur le continent



A l'invitation du président chinois Xi Jinping, le président béninois Patrice Talon est en Chine pour une visite de jeudi à dimanche. Monsèdé Josué MÉHOÛÉ-NOU, journaliste au quotidien du service public de La Nation Bénin, partage avec nous sa pensée sur la coopération entre la Chine et le Bénin et l'avenir de la coopération sino-béninoise.

La Chine est devenue un important partenaire économique du Bénin, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des infrastructures et dans le développement du pays en général. Mais je pense qu'il faut aussi et surtout voir le volet économique de cette coopération avec la présence de nombreux investisseurs et entreprises chinois au Bénin et dans le même temps, une forte

présence de produits béninois sur le marché chinois. J'ai moi-même séjourné pendant quatre mois en Chine cette année et j'observe par exemple que le cajou béninois est très prisé en Chine.

L'autre élément qu'on peut présenter comme un joyau au cœur de la coopération sino-béninoise, c'est l'échangeur de Godomey dont les travaux ont été lancés officiellement en 2008 par l'ancien président béninois Boni Yayi. Sans oublier les travaux de construction du papeline presque achevé qui représente quand même le plus investissement jamais réalisé au Bénin. Nous avons des dizaines d'entreprises chinoises telles que Huawei Technologies qui sont présentes et qui participent également à former une jeunesse béninoise dans le secteur des technologies, de

l'informatique et de la communication (TIC).

Le modèle de coopération chinois repose ainsi sur un accompagnement technique et financier qui s'est avéré fructueux sur le continent au Bénin. Les échanges commerciaux entre la Chine et le Bénin ont connu une croissance significative ces dernières années. La Chine est l'un des principaux partenaires commerciaux du Bénin en Asie.

Pour moi en tant que simple observateur ou même citoyen, je dois dire que la coopération sino-béninoise est promise à un très bel avenir et il convient pour les deux États de tout mettre en œuvre pour l'intensifier, la renforcer dans l'intérêt des populations.

Source : français.cgtn.com

Contribution : Le sommet des BRICS ouvre de nouvelles perspectives pour la coopération Chine-Afrique



Du 22 au 24 août dernier, le 15ème sommet des BRICS s'est tenu avec succès à Johannesburg, en Afrique du Sud. Le président chinois Xi Jinping y a participé et prononcé une allocution intitulée « Rechercher le développement par la solidarité et la coopération et assumer les responsabilités pour la paix », soulignant que les BRICS constituaient une force importante pour fa-

çonner l'échiquier international.

Lors du sommet, les dirigeants des BRICS ont convenu d'inviter six pays, à savoir l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, à rejoindre le groupe. Il montre que l'esprit d'ouverture, d'inclusion et de coopération gagnant-gagnant des BRICS est bien salué et

poursuivi par de plus en plus de partenaires du monde entier.

C'est le premier sommet des BRICS en présentiel depuis plus de trois ans et le premier sommet des BRICS en Afrique depuis cinq ans. Dans un contexte international complexe, la pleine réussite du sommet est at-

tribuée de triples significations importantes.

Premièrement, le sommet des BRICS a apporté l'énergie positive dans le monde de changements et d'instabilités. Les pays BRICS réaffirment leur engagement en faveur d'un multilatéralisme inclusif et expriment leur profonde inquiétude face à l'adoption de mesures coercitives unilatérales violant les principes de la Charte des Nations Unies. Le sommet soutient la réforme globale des Nations Unies, y compris l'appui sur une plus grande représentation des pays en développement dans la gouvernance mondiale. Le sommet réitère son attachement au système commercial multilatéral centré sur l'OMC, son engagement à promouvoir et à protéger la démocratie, les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous, et son opposition à la création de petits cercles et de blocs exclusifs.

Dans son allocution, le président chinois Xi Jinping a indiqué que la Chine continuera de chercher à défendre les intérêts de tous les pays et à répondre aux préoccupations des peuples, démontrant la ferme détermination de la Chine à construire une communauté de développement partagée avec d'autres pays en développement.

Deuxièmement, le sommet des BRICS a apporté de nouvelles opportunités pour le développement de l'Afrique. Le thème du Sommet est «les BRICS et l'Afrique: partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif». Le choix de ce thème répond amplement à la volonté commune des membres des BRICS d'appuyer les pays en développement, notamment les pays africains dans la voie de modernisation. Dans la déclaration du sommet, les pays BRICS ont réaffirmé que le principe des «solutions africaines aux problèmes africains» devrait continuer à être la base de la résolution des conflits régionaux. Ils ont réitéré leur soutien à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et aux efforts de l'Afrique visant à promouvoir l'inté-

gration économique, soulignant l'importance de l'industrialisation, de la construction d'infrastructures, de la sécurité alimentaire, de la modernisation de l'agriculture pour le développement durable, des soins médicaux et de la réponse au changement climatique pour le développement durable de l'Afrique. Le Sommet a consolidé davantage la coopération intra-BRICS et la coopération entre les BRICS et l'Afrique dans tous les domaines.

Troisièmement, le sommet des BRICS offre un avenir radieux pour la coopération entre la Chine et l'Afrique. Cette année marque le 10ème anniversaire de la visite historique du président chinois Xi Jinping en Afrique, durant laquelle il a avancé le principe de sincérité, de résultats effectifs, d'amitié et de bonne foi pour les relations sino-africaines. Au cours des dix dernières années, la Chine et l'Afrique œuvrent à la lumière de ce principe, avancent résolument sur la voie de la solidarité, et portent d'abondants fruits de coopération. Les relations sino-africaines sont entrées dans la nouvelle phase de la construction conjointe d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de haut niveau.

Durant ce sommet, le président Xi Jinping et le président sud-africain Matamela Cyril Ramaphosa ont coprésidé le Dialogue des dirigeants chinois et africains. Le président chinois a prononcé un discours intitulé «Promouvoir ensemble la modernisation en vue d'un avenir meilleur pour la Chine et l'Afrique». Le président Xi Jinping a avancé trois propositions pour renforcer la coopération sino-africaine, notamment l'Initiative pour le soutien à l'industrialisation de l'Afrique, le Programme d'assistance à la modernisation de l'agriculture de l'Afrique, et le Plan de coopération sino-africaine pour le développement des talents.

Concrètement, la Chine mobilisera des ressources de sa coopération avec l'Afrique et l'initiative des entreprises chinoises pour soutenir le développement du secteur manu-

facturier et la réalisation de l'industrialisation et de la diversification économique du continent, travaillera dans la mise en œuvre des «neuf programmes» du FOCAC, à orienter les ressources en matière d'aides, d'investissement et de financement vers les projets d'industrialisation. La Chine accompagnera l'Afrique dans l'extension de ses cultures céréalières, encouragera les entreprises chinoises à accroître leurs investissements dans l'agriculture en Afrique et renforcera la coopération sur les technologies agricoles. La partie chinoise organisera le deuxième Forum sino-africain sur la coopération agricole en novembre prochain, et fournira des aides alimentaires d'urgence supplémentaires aux pays africains qui en ont besoin. La Chine envisage de former chaque année pour l'Afrique 500 directeurs et enseignants performants des écoles professionnelles, ainsi que 10000 talents qui maîtrisent la langue chinoise et les compétences professionnelles. La Chine entend inviter 20000 officiels gouvernementaux et professionnels techniques des pays africains à des séminaires ou forums. La Chine mettra en œuvre le Programme de coopération entre 100 établissements d'enseignement supérieur chinois et africains et lancera 10 projets pilotes entre les instituts de recherche chinois et africains partenaires.

En 2024, nous organiserons en Chine la prochaine conférence du FOCAC, qui sera une nouvelle occasion pour la Chine et l'Afrique de se réunir et d'envisager le développement futur. La Chine et l'Afrique feront rayonner davantage leur amitié traditionnelle, approfondiront leur solidarité et coopération, et favoriseront un développement vigoureux de leur coopération dans différents domaines.

Je suis convaincu qu'en maintenant le cap de la solidarité et de la coopération, le navire géant des relations sino-africaines aura le vent en poupe et avancera vers un avenir plus radieux.

CHEN Zhihong Ambassadeur de Chine au Mali

Hommage à Domingo : Le Mali pleure la perte de son légendaire sportif, Salif Keïta

Le Gouvernement de la Transition a le regret d'informer l'opinion du décès, ce samedi 02 septembre 2023 à l'âge de 77 ans, de Monsieur Salif KEITA affectueusement appelé Domingo, sportif de haut niveau et ancien ministre de la République.



Par cette disparition, le Mali perd un de ses dignes fils qui a fait raye scène nationale, africaine et internationale.

Monsieur Salif KEITA a été le 1er ballon d'or africain de football de 2005 à 2009. Président de la Fédération malienne de Football. Ancien joueur de la sélection nationale de football et ancien joueur international, Monsieur Salif KEITA a été une icône du football malien et africain. Il a eu plusieurs distinctions nationales, africaines et internationales dont le Mérite Sportif Malien.

En cette circonstance douloureuse, le Président de la Transition, Chef de l'Etat, Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, le Gouvernement de la Transition et le Peuple malien saluent la mémoire de l'illustre disparu et présentent à sa famille, à ses amis et proches, ainsi qu'au Mouvement sportif national, africain et international, leurs sincères condoléances.

Les obsèques de l'illustre disparu auront lieu, le mercredi 06 septembre 2023 à partir de 15 heures à Ouolofobougou Bolibana, au terrain de la Commune III, près de l'Association Ma-

lienne pour la Protection et la Promotion de la Famille (AMPPF).

Que Dieu l'accueille dans son Paradis éternel.

Bamako, le 02 septembre 2023

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement,

Colonel Abdoulaye MAIGA Chevalier de l'Ordre National



Bélier (21 mars - 19 avril)

En embuscade dans votre maison X, celle de vos activités, Jupiter rétrograde vous mènera la vie dure. Vous devrez vous battre contre la mauvaise foi de vos supérieurs ou les attaques de vos collègues. Par sagesse, vous éviterez les positions radicales.

En ce qui concernera vos dépenses, vous appuierez sur la pédale frein, plus par obligation que par réelle volonté. Vous n'aurez pas trop le choix, car vos euros s'envoleront et il vous faudra être rigoureux dans vos finances en ce milieu de mois.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Cela fait belle lurette que vous ne vous rendez plus à votre travail avec une boule au ventre. En effet, vous êtes de plus en plus polyvalent... Aujourd'hui, ami Taureau, vous aurez même l'opportunité de rajouter une corde supplémentaire à votre arc !

Pour les négociations qui touchent de près ou de loin à l'argent, vous serez un crack ! Aujourd'hui, vous pourrez user d'arguments convaincants pour persuader votre conseiller bancaire de vous faire confiance, comme par exemple pour un découvert...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Rien de tel qu'un nouveau départ ! Vous voilà sur les starting-blocks ! Rien ne vous décourage. Un changement de service ou une nomination arrive ! Ce que vous attendez depuis longtemps se concrétise. Vous devriez changer de bureau ou d'équipement !

Un peu de sagesse est vivement conseillée ! Vous craquez facilement pour les petits plaisirs. La somme des dépenses pèse lourd ! Votre salaire continue de partir très rapidement ! Pas d'inquiétude pour autant. Vous vivez légèrement au-dessus de vos moyens !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez du mal à accepter la moindre remarque, le moindre commentaire, que cela vienne de votre hiérarchie ou de vos collègues. Le carré Lune/Soleil implique des rapports de force, et vous avez beaucoup de mal à le supporter. D'où un climat de tensions.

Il faut peut-être vous attendre à quelques contrariétés dans ce domaine. Une mauvaise nouvelle risque de vous mettre de méchante humeur, et de vous perturber toute la journée. Restez positif, et essayez de relativiser. À chaque problème sa solution !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous serez contraint de vous adapter aux changements que vous imposera l'entreprise pour laquelle vous travaillerez. À moins que vous ne soyez vous-même déterminé à apporter votre touche personnelle. Dans ce cas, vous serez amené à prendre des contacts.

Vous pourriez soudainement être privé d'une source de revenus, d'un confort matériel. Vous comptiez sur ce complément pour régler quelques factures. Vous cherchez des pistes pour combler cette défaillance, mais cela vous demandera un peu de temps.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre raisonnement sera sans faille. Mine de rien, vous allez tracer votre route sans plus vous laisser perturber par des remarques sans fondements. De toute manière, vous serez soutenu dans votre travail. Vos attributions seront même en forte hausse.

Fidèle à vos habitudes, vous commencerez à dresser le bilan de vos finances au titre du premier semestre 2020 ! Votre indicateur ? Que les chiffres de l'année en cours soient meilleurs que ceux de l'année dernière... Pour l'instant, tout va bien !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre poste est stable. Il vous fait évoluer vers une fonction avec des responsabilités. La confiance en vous, aide à mieux communiquer. En plus, vos collègues aiment travailler à vos côtés. Vos activités peuvent demander la gestion d'une clientèle.

Gardez-vous de dépenser à tout-va ! Des coups de coeur tombent mal ! Ils se cumulent à des charges incompressibles. Il est bon de refaire les comptes ! Tenez mieux à jour votre gestion. La prudence est recommandée ! Vous pourriez avoir oublié une facture !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous éprouvez une grande satisfaction dans ce que vous faites, mais attention aux rapports avec vos collègues. Votre relationnel risque d'être épineux toute la journée, la moindre remarque vous fait bondir ! Ne prenez pas tout au pied de la lettre.

Votre esprit est perturbé, vous avez du mal à réfléchir et à vous concentrer. Attention à ne pas faire n'importe quoi, peut-être devriez-vous reporter certains projets, ou même certaines réunions qui devaient avoir lieu. Évitez les transactions financières.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous parviendrez à résoudre une bonne partie de vos difficultés relationnelles au travail, mais surtout, vous passerez à autre chose. Vous attendez que vos supérieurs vous confient des responsabilités plus valorisantes, comme ils vous l'auront promis.

Vous éviterez les opérations hasardeuses, c'est pourquoi vous ne ferez pas vos achats sur le net, sauf sur des sites dont vous connaissez la fiabilité. Dans un autre registre, vous saurez évaluer les risques avant de prendre une initiative audacieuse.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pour insérer le monde du travail, ou demander une promotion, vous aurez votre méthode... Les entretiens ? Non merci, vous aurez l'impression de faire la manche... Vous allez préférer l'appui d'un proche pour vous dénicher une piste ou travailler en famille.

Un excédent monétaire ne vous dissuadera pas de chercher comment baisser davantage vos frais et réduire le montant de vos achats, sans provoquer des à-coups trop désagréables à votre train de vie. Ami Capricorne, deux mots : bonne chance !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des soucis d'organisation arrivent. Vous devez changer de processus de travail. Une réunion importante peut se présenter. Elle donne des instructions pour avancer mieux. Vous êtes exposé en première ligne ! On peut vous demander votre opinion !

Un peu de relâche arrive enfin. Un changement de contrat financier est possible. Vous envisagez de changer des petits placements. La journée est idéale pour une nouvelle stratégie financière. Le but est de réaliser des économies. Vos idées sont judicieuses !



Poisson (19 février - 21 mars)

Votre créativité est à son comble, et vos idées deviennent beaucoup plus structurées. Votre logique et votre esprit d'analyse favorisent grandement votre réussite, vous forcez l'admiration. Alors, chassez votre stress intérieur, il n'a pas lieu d'être !

Votre générosité est encore plus importante que d'habitude, et vous n'aspirez qu'à une chose, gâter vos proches ! Vous pouvez vous le permettre, mais prudence, tout de même, freinez un peu vos ardeurs, vous avez tendance à dépenser sans compter !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23